

6.14. Gare à l'autosatisfaction : le principal reste à faire

La reprise économique meilleure que prévu risque d'entraîner une certaine autosatisfaction. Avec une croissance de 2% en 2010, un marché de l'emploi à nouveau en progression et un budget qui atteindra son objectif de -4,8% du PIB, on pourrait croire que tous nos problèmes vont se résoudre d'eux-mêmes. Or, rien n'est moins vrai! Car il nous reste à relever le principal défi, à savoir l'assainissement budgétaire, que tous les pays industrialisés devront opérer au cours des prochaines années. En l'occurrence, notre pays devra à nouveau afficher un budget en équilibre en 2015. Pour plusieurs raisons: par exemple la pression des marchés financiers, la préparation au vieillissement, le rétablissement de la marge nécessaire pour pouvoir continuer à mener une politique budgétaire anticyclique, etc. Mais rares sont ceux qui en ont conscience aujourd'hui et qui voient le danger considérable que courent notre économie et notre marché du travail si cet assainissement est réalisé de manière irréfléchie.

Un assainissement irréfléchi = une croissance économique (beaucoup) plus faible

Les chiffres auxquels se réfère le budget pluriannuel belge (par exemple, une croissance de 2,2% en 2012) ne tiennent pas compte de l'incidence possible de l'assainissement budgétaire sur la croissance économique. Or, des études internationales (1) montrent que cet impact peut être important à court terme.

(1) IMF, World Economic Outlook, octobre 2010; OECD Economic Outlook, novembre 2010; EC, 'EU fiscal consolidation alter the financial crisis Lessons from past experiences', juillet 2010; ECB, Monthly Bulletin, juin 2010

Sur la base d'assainissements antérieurs, le FMI et l'OCDE ont estimé récemment qu'un assainissement de 1 % du PIB peut ralentir la croissance économique sur une période de deux ans de pas moins de 0,5 point de pour cent. Cet impact négatif peut même dépasser 1 point de pour cent si le pays concerné ne parvient pas à stimuler ses exportations ou si la banque centrale n'est pas en mesure de mener une politique monétaire accommodante (2). Les effets positifs d'un assainissement ne commenceraient à compenser les effets négatifs qu'après trois ans. Au total, il faudrait environ cinq ans avant de rattraper totalement les pertes de prospérité des deux premières années. C'est seulement après cette période que l'assainissement commencerait à rapporter un bénéfice net à l'économie.

Assainir du côté des dépenses et continuer à investir

Les assainissements antérieurs permettent également de distinguer la manière de limiter autant que possible cet impact négatif. La leçon la plus importante est sans doute que les assainissements concentrés sur les dépenses ont non seulement plus de chances d'aboutir, mais se caractérisent aussi par un impact moins négatif sur la croissance économique et la création d'emploi. Selon le FMI, un assainissement de 1 % du PIB réalisé au niveau des recettes (c'est-à-dire par une augmentation des impôts) fait baisser la croissance économique de 1,3 point de pour cent en moyenne et augmenter le taux de chômage de 0,6 point de pour cent. En revanche, si l'assainissement est réalisé au niveau des dépenses, ces chiffres s'élèvent respectivement à -0,3 et 0,2 point de pour cent !

(2) C'est le cas aujourd'hui, le taux de référence de la Banque centrale européenne se situant à un niveau historiquement bas, il ne pourra qu'augmenter au cours des prochaines années

Précisons que l'opération doit être réalisée au niveau des dépenses courantes (car trancher dans les investissements a un impact négatif beaucoup plus lourd !) pour autant que celles-ci ne servent pas à stimuler la croissance potentielle (par exemple, les dépenses de R&D, innovation, enseignement, ...). En effet, ce dernier type de dépenses doit continuer à augmenter, malgré l'assainissement.

Notre compétitivité doit être renforcée

La deuxième leçon importante est que les pays qui parviennent à gonfler leurs exportations réussissent à modérer l'impact négatif d'un assainissement sur leur croissance économique. Le problème est évidemment que tous les pays ne peuvent augmenter leurs exportations nettes simultanément: ce que certains pays exportent, d'autres l'importent. On peut donc s'attendre au cours des prochaines années à une intensification de la lutte pour les parts de marché sur les marchés internationaux à l'exportation. Les pays en décrochage paieront le prix fort en termes de croissance économique et de création d'emploi! Pour notre pays, les signaux sont actuellement à l'orange: en effet, pas moins de 40% des secteurs estiment que leur redressement sera plus lent que celui de leurs concurrents à l'étranger. Les trois facteurs principaux qui expliquent ce sentiment sont l'évolution des coûts salariaux, le coût de l'énergie et des matières premières et la disponibilité de personnel qualifié. Le renforcement de notre compétitivité doit donc être la priorité politique des prochaines années.

Réformer pour rétablir la confiance

La troisième leçon est qu'une opportunité s'offre aux pays dont le taux d'endettement est élevé, comme la Belgique. En effet, dans ces pays, l'épargne de précaution est forte, les ménages craignant qu'à l'avenir il faille

soit augmenter les impôts soit démanteler la protection sociale pour pouvoir continuer à financer l'endettement public élevé. Or, des réformes des régimes de pension et de soins de santé réduiront le risque d'un tel scénario catastrophe. Elles pourraient ainsi contribuer à rétablir la confiance des ménages, les incitant à épargner moins et à consommer plus. En d'autres termes, ces réformes sont non seulement nécessaires pour garantir la durabilité de nos finances publiques à moyen et long terme, mais, en outre, elles permettent de limiter à court terme l'impact négatif de l'assainissement sur la croissance économique.

Le choix nous appartient

Les perspectives semblent donc moins favorables pour le deuxième semestre de 2011 et même après. En effet, presque tous les pays industrialisés devront durcir sensiblement leur politique budgétaire, et la Banque centrale européenne disposera de peu de marge pour compenser cette évolution par une politique monétaire accommodante. Ces deux facteurs affecteront indubitablement notre économie et notre marché du travail pendant une période de 2 à 3 ans, de sorte qu'il est très improbable que nous atteignons en 2012 la croissance de 2,2% retenue dans le budget pluriannuel du gouvernement. Une politique d'assainissement réfléchie permettrait toutefois de restreindre cet effet négatif. Trois leçons principales peuvent être retenues des assainissements antérieurs: l'opération d'assainissement ne peut affecter les recettes à hauteur de plus de 20%, la compétitivité des entreprises doit être renforcée et il importe de mener à bien les réformes nécessaires pour financer le vieillissement de la population. Le choix nous appartient.

FEB – Focus conjoncture – Janvier 2011